

# Une répartition équitable des biens est incompatible avec l'OMC actuelle

## Interview du conseiller national Carlo Sommaruga



Carlo Sommaruga

*thk. L'avenir de l'agriculture suisse va être débattu cette semaine au Conseil des Etats. Il sera essentiellement question de souveraineté alimentaire. Il ne s'agit ni de revenir à l'époque du plan Wahlen, ni de viser l'autarcie, ni de s'isoler mais de promouvoir une agriculture autonome axée sur les besoins de la population, comme le recommande le Rapport de l'ONU sur l'agriculture mondiale, et cela aussi bien dans les pays industrialisés que dans les pays en développement. Or cette agriculture autonome est impossible avec un accord de libre échange de type OMC. C'est ce que montre l'interview du conseiller national Carlo Sommaruga qui vient de faire un voyage en Colombie, pays qui pratique actuellement une politique agricole tout à fait dans l'esprit de l'OMC.*

*Horizons et débats: Vous êtes allé en Colombie il y a quelques temps. Quelle impression ce pays vous a-t-il faite? Quelle y est la situation de l'agriculture?*

*Carlo Sommaruga: J'ai voyagé pendant 10 jours dans le centre de la Colombie, dans la région de Magdalena Medio. Mon objectif était de voir où en étaient les projets de Swis-said et de me rendre compte des problèmes résultant de la monoculture du palmier.*

La Colombie est un pays profondément marqué par la violence. Les travailleurs et les paysans qui s'opposent aux intérêts des puissants sont menacés et assassinés. De nombreux syndicalistes et porte-parole des paysans sont assassinés par les paramilitaires qui agissent au nom de puissants groupes industriels et de gros propriétaires terriens. Contrairement à ce que déclare le président *Alvaro Uribe*, les paramilitaires sont encore très présents. Ce fait est confirmé par le rapport de *Human Rights Watch* de février dernier. Les violences ont lieu là où les intérêts des petits paysans et des travailleurs s'opposent à ceux d'une industrie et d'une production agricoles orientées vers le marché international et non vers la demande intérieure. Il est manifeste que le gouvernement colombien est passé maître dans l'application d'une politique de marché international qui ne se préoccupe pas des besoins sociaux et écologiques. Dans certaines régions, on trouve de gigantesques monocultures. On avantage les gros fermiers, qui possèdent des terres aux superficies presque infinies où, par exemple, ils ont planté uniquement des palmiers pour la production d'huile de palme. Ou bien on voit des troupeaux gigantesques. Il s'agit d'une véritable agro-industrie avec tout ce que cela comporte.

*Qu'est-ce que cela signifie concrètement? Quelles sont les conséquences?*

Dans la région de Magdalena Medio, que j'ai visitée, des élevages extensifs, le projet gouvernemental de culture intensive du palmier et la culture du coca contrôlée par les traf-

quants de drogue ont plongé les petits paysans dans la misère. Il y a même eu des périodes où la production alimentaire insuffisante a entraîné des famines.

On repousse de plus en plus les petits paysans. On les force à se rabattre sur les forêts pour y cultiver le maïs et le soja. Mais étant donné la pénurie de terres et les pressions des grands groupes agro-industriels, on leur prend leurs nouvelles terres pour y pratiquer l'élevage et des monocultures. Celle du palmier pose des problèmes sanitaires. Les palmiers sont attaqués par un virus qui se propage très rapidement. Cela signifie que, pour lutter contre les maladies, on utilise des tonnes de produits chimiques polluants qui détruisent les défenses immunitaires. Dans la région de Magdalena Medio, 14 des 17 raffineries d'huile de palme ont dû être fermées.

Mais en plus des problèmes écologiques, on constate de graves problèmes sociaux. Les petits paysans qui, selon le *Rapport sur l'agriculture mondiale*, représentent l'avenir de l'agriculture et de la sécurité alimentaire sont de plus en plus évincés et ils doivent lutter durement pour subsister.

*Qu'est-ce que cela signifie pour la population?*

Son approvisionnement alimentaire est insuffisant. Les gens n'ont pas assez à manger. On ne se nourrit pas d'huile de palme, mais ce produit se vend bien sur le marché mondial. Cependant seules les multinationales en tirent profit.

*Comment les paysans tentent-ils de survivre?*

Ils vendent une partie de leurs terres afin de pouvoir nourrir au moins une partie de leur famille. Ils perdent leur terre et la plupart du temps, on ne les paye même pas. D'autres s'endettent, imitant en cela les gros producteurs, mais les perspectives à long terme sont sombres. Il s'agit là d'un problème non résolu dont l'origine réside manifestement dans l'agriculture orientée vers le marché mondial.

Cette politique agricole se fait au mépris de la durabilité. On produit en vue de profits immédiats au lieu de penser au long terme et à un approvisionnement suffisant de la population indigène.

*Qu'est-ce que l'on pourrait faire pour améliorer la situation? Les habitants vont être obligés de trouver rapidement une solution.*

Il n'y a qu'une solution: une agriculture orientée vers les besoins de la population, qui garantit une distribution équitable des biens afin que les plus démunis en profitent également. Avec l'OMC telle qu'elle est actuellement, cela ne sera jamais possible car elle est dominée par les États-Unis et les autres pays industriels et, en dernier ressort, ce sont les multinationales qui décident du fonctionnement du commerce et de ce qui doit être cultivé. Elles ne se préoccupent absolument pas des problèmes écologiques et sociaux. Il faut prendre au sérieux les conclusions du *Rapport sur l'agriculture mondiale* et les mettre en pratique. Sinon, nous aurons à l'avenir encore plus de personnes souffrant de la faim et une industrie agro-alimentaire qui s'enrichit aux dépens des pauvres.

## Le nihilisme écologique

### Critique de l'«écologie politique»\*

par Edgar L. Gärtner

Le Président Bush n'a pas réussi, en renversant par la force le régime tyrannique de Saddam Hussein, à provoquer au Moyen-Orient un changement durable de culture politique dans le sens de davantage de démocratie, de liberté et d'égalité. En Europe, ce fait continue d'apparaître moins comme un échec des Services de renseignements et du manque de perspicacité des militaires que comme l'expression de l'égoïsme, de l'arrogance, de la perte du sens des réalités et de la folie des grandeurs impérialiste du gouvernement Bush.

En revanche, les vieux Européens semblent avoir les pieds sur terre, plus précisément sur la Terre du Protocole de Kyoto de décembre 1997 relatif à la réduction des émissions à effet de serre et au marché des droits d'émissions de gaz à effet de serre. L'accord passe généralement pour une avancée de l'écologie politique par rapport à la politique égoïste traditionnelle des États. La Terre y apparaît, comme l'indique le terme d'écologie, comme la maison commune (*oikos*) de l'humanité dont il s'agit de gérer, c'est-à-dire de redistribuer rationnellement les ressources.

Selon la plupart des tenants de l'écologie politique, cette mission devrait être assumée par un gouvernement mondial autoritaire. Avec la fin de la guerre froide, il y a une quinzaine d'années, cette perspective semblait enfin devenue possible. Cependant, depuis lors, des phénomènes comme le refus du Protocole de Kyoto par les États-Unis, l'Australie, la Chine et l'Inde, les machinations obscures du Président russe *Vladimir Poutine* et les divisions de l'Occident concernant la «guerre contre le terrorisme» font apparaître cette voie comme un rêve qui n'est pas près de se réaliser.

Et maintenant, on voudrait que la «maison Europe» soit le modèle et le champ de manœuvres d'une nouvelle approche politique. On voudrait que, comme l'élargissement réalisé au plan de l'UE, l'intégration progressive de toutes les régions du monde dans le camp douillet de la «paix verte» vienne à bout de la pauvreté et de la guerre. Bref: le monde va guérir grâce à l'Europe. Et c'est précisément un Américain, *Jeremy Rifkin*, essayiste et conseiller de chefs d'État et de gouvernement, qui, dans son livre intitulé «Le rêve

européen» (Fayard, 2005), nous en a fourni le fondement historique et anthropologique.

L'objectif du présent ouvrage concerne la vive polémique née au sujet de cette tentative visant à remplacer, du moins virtuellement, la politique de suprématie par l'économie domestique. Il ne s'agit pas, comme la comparaison faite au début pourrait le laisser penser, d'une opposition entre des mythes et des faits avérés. En effet, je suis conscient depuis longtemps qu'en politique, il n'y a pas et ne peut pas y avoir de faits dépouillés de toute théorie et par conséquent de tout mythe. Il s'agit plutôt de la distinction entre des mythes autodestructeurs qui rendent malade et des mythes constructifs qui donnent du courage. Mon étude est axée sur les rapports actuels entre la politique, l'économie et la théologie.

Le sujet m'intéressait déjà à l'époque où j'étais élève dans un internat catholique de garçons (fermé depuis) à Ratisbonne. Mais je dois davantage d'idées à la lecture de «l'Homme révolté» d'Albert Camus que j'ai faite plus tard. Depuis, je sais combien est tenue la frontière séparant les interprétations extrêmes du monothéisme de l'abîme du nihilisme.

Dans ce qui suit, je voudrais non seulement montrer que l'écopacifisme de la «vieille Europe» est une fanfaronnade sans contenu, que la «maison Europe» n'est qu'une vue de l'esprit, peut-être bien intentionnée, qui ne fera probablement pas ses preuves dans la guerre économique internationale et que l'Europe, si elle ne modifie pas sa politique environnementale, ne sera très probablement, dans deux décennies, pas davantage qu'une sorte d'appendice de l'Asie ou de l'Arabie, laquelle est de plus en plus la proie d'islamistes extrémistes. Mais je voudrais également démontrer que l'écologisme présente beaucoup d'aspects, voire toutes les caractéristiques d'une dangereuse idéologie totalitaire et nihiliste.

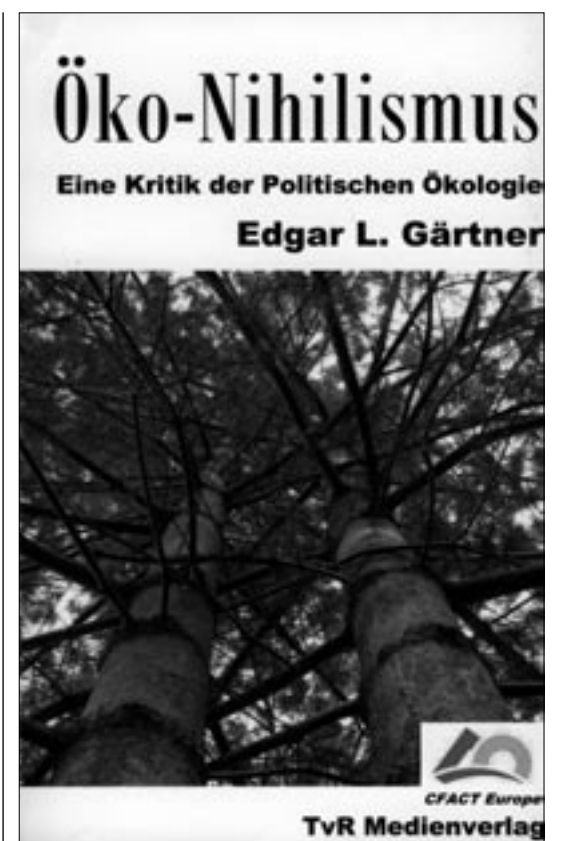
En clair, je prétends que les tenants dogmatiques du «principe de précaution» ont une grande affinité mentale avec la conception du monde des terroristes et que la «politique climatique», apparemment si optimiste, peut préparer le terrain à un culte de la mort sur le modèle nazi ou islamiste. L'écologisme me

semble être une tyrannie intellectuelle qui, comme l'avait remarqué *Ludwig Erhard*, le «père du miracle économique allemand», annonce toujours le terrorisme politique. [...]

Le journaliste américain *Paul Berman*, qui ne se réfère pas par hasard à Camus, définit, dans son livre «Les habits neufs de la terreur» (Paris, Hachette, 2004), le totalitarisme comme une politique de mobilisation des masses au service d'objectifs inaccessibles au nom d'entités transpersonnelles comme la classe sociale, l'État ou la communauté religieuse, et qui finit toujours dans des bains de sang et l'autodestruction. Il montre que toutes les variétés de totalitarisme: le communisme, le fascisme, le national-socialisme et même l'islamisme dans sa forme actuelle remontent au romantisme européen et à sa conception – apparemment inoffensive et pacifique – de l'ordre domestique (et de l'économie planifiée).

Le romantisme européen, avec sa conception fermée du monde, apparaît chez lui et également chez le grand philosophe anglais *Isaiah Berlin*, comme un milieu de culture destiné à produire des virus d'autodestruction. Cependant Berman n'a pas à l'esprit la politique écologiste ou l'actuelle «politique climatique». Il considère plutôt cette dernière, à l'instar de nombre de ses contemporains qui n'entendent pas grand-chose à la science, comme objectivement justifiée et il recommande même au gouvernement Bush d'adhérer au Protocole de Kyoto pour gagner plus facilement des alliés dans la «guerre des cerveaux».

Contrairement à Paul Berman et à beaucoup d'autres qui voudraient faire aujourd'hui de la politique avec l'écologie, je m'y connais un peu mieux en matière d'écologie. Je sais combien maigres sont les fondements théoriques sur lesquels reposent des slogans ressassés comme l'«équilibre écologique», le «cycle de la matière», la «biodiversité» et la «stabilité» parce que j'ai longtemps étudié l'écologie et ses applications pratiques. En plus de l'étude de la méthode analytique en biochimie, en hydrobiologie et en bioclimatologie, j'ai lu attentivement les ouvrages de *Charles Darwin* et de ses successeurs. J'ai reçu mes leçons pratiques durables en matière d'écologie dans les années 1970 – bien



\* Le présent texte est la traduction d'un extrait de l'ouvrage d'Edgar L. Gärtner, *Öko-Nihilismus. Eine Kritik der Politischen Ökologie*, Jena, TVR Medienverlag, 2007 (ISBN: 978-3-00-020598-9)

avant que les partis des Verts et diverses associations de défense de la nature ne prônent une écologie naïve d'inspiration religieuse – lorsque j'ai passé de nombreux mois en Provence à déterminer et à compter des larves de trichoptères, de plécoptères et d'éphémères afin d'analyser l'impact d'une usine de chlore sur l'écologie d'une rivière encore assez sauvage des préalpes.

Je me suis demandé en quoi consistait l'«équilibre écologique» d'une rivière qui modifiait son cours après chaque crue si bien que je devais chaque fois chercher de nouveaux points de mesure pour mes échantillons d'eau et de plancton. Tout était littéralement flottant. Pour terminer à temps mon mémoire de diplôme avec des résultats présentables, j'ai dû procéder à plusieurs simplifications et définitions pragmatiques que certains, s'ils